

Les grandes leçons à tirer de l'abstentionnisme, tant qu'il est encore temps !

Pierre Klein

Cela a été dit et répété le grand vainqueur de ce premier tour a été l'abstentionnisme. Près de 70 % d'abstention, c'est énorme ! Cette élection est révélatrice de ce qui s'est installé dans la société postmoderne et en particulier dans le corps électoral en raison de certaines réalités sociales ou culturelles et politiques : Postmodernité, Individuation et désintégration, Esthétisation, Hédonisme, Déculturation, Le poids des médias, Déclassement social, Nouvelle pauvreté, Le marché, La globalisation, Désenchantement et remise en question du politique et des politiques, L'Etat-nation, un modèle porteur d'entropie, d'emprise et de mise à distance. L'abstentionnisme qui a atteint des sommets jamais connus nous invite à nous questionner sur les origines des maux qui rongent la société et la démocratie et engendrent un retrait du vivre ensemble social et politique, et à trouver urgemment des solutions. Ne sommes-nous pas déjà dans l'antichambre de dérives fatales quand l'individu-citoyen se désengage à ce point de la société et du politique ?

Des maux

Postmodernité, Individuation et désintégration, Esthétisation, Hédonisme, Déculturation, Le poids des médias, Fatalisme et fin des idéologies, Déclassement social, Nouvelle pauvreté, Le marché, La globalisation, Désenchantement et remise en question du politique et des politiques, L'Etat-nation, un modèle porteur d'entropie, d'emprise et de mise à distance

Postmodernité

La postmodernité naît du désenchantement de la modernité, en premier lieu, de l'irréalisation des promesses d'une société parfaite de liberté, d'égalité et de fraternité. La critique sociale permet de dégager quelques tendances fortes tirées du diagnostic social. Elle démontre davantage un inachèvement de la modernité qu'une modernité nouvelle. Ainsi, le respect des normes socio-morales, parce qu'il facilite non seulement les relations, mais aussi l'autonomie des individus et permet d'articuler individualité et société, les devoirs envers soi-même et l'incontournable interdépendance, reste à obtenir.

Autres diagnostics : désintérêt de la chose publique, défection de l'électorat, mise en cause des dirigeants, amputation de l'espace et du débat publics, perception de la politique comme une prestation de services, affaiblissement de l'esprit critique au profit de l'esprit de critique, dépolitisation des citoyens, perte des repères, incompréhension du sens des clivages et des solidarités, privatisation de la vie, régression du civisme, malaise de la sociabilité, invitation à l'apathie et à l'inaction par les médias, mise en assistanat et désengagement des citoyens assurés de leur part de l'Etat-providence, rejet de l'Autre et de sa différence, ambiguïté du présidentielisme, impuissance du parlement, relâchement de la volonté politique, dépérissement de l'autorité, dilution de la responsabilité...

Individuation et désintégration

L'homme est de plus en plus perdu dans la masse, l'individu de plus en plus atomisé et le citoyen de plus en plus ignoré (les consultations restent très espacées, par contre la réglementation explose). Les liens traditionnels (églises, armées, syndicats, associations, partis politiques...) se distendent ou disparaissent. Toutes choses qui renforcent la domination et confortent l'irresponsabilité. Ainsi désintégré, sans lien réel, ni avec les autres, ni avec lui-même, « fabriqué » par le libéralisme ou par le communautarisme, il en vient facilement à ne

plus penser qu'à ses propres droits, à ne mesurer la valeur des choses qu'à son unique avantage ou à se décharger fatalement sur le groupe, en tous les cas à se désolidariser, voire à basculer dans l'asociabilité et dans la violence.

Esthétisation

Les individus orientent de plus en plus leur quotidien esthétiquement et non plus utilitairement. Ils mettent en scène leur style de vie et se reconnaissent réciproquement à ces styles de vie. Il faut s'afficher pour paraître, se marquer pour se démarquer. Les rencontres, aussi importantes soient-elles, n'aboutissent très souvent qu'au narcissisme, c'est-à-dire à se regarder en regardant les autres. Ce qui n'est pas un partage, mais un acte solitaire.

Selon certains points de vue du postmodernisme, cette stylisation (attention à la forme et aux formes) menace, par certains côtés la culture, parce qu'elle détruit la distance nécessaire entre l'art et la vie et parce qu'elle est imposée d'une certaine façon par le milieu et par la mode.

Hédonisme

Le souverain n'est plus le vivre ensemble, mais le plaisir. La vie n'est plus orientée que par rapport à des objectifs de réalisation personnelle, avec pour seule éthique, la morale hédoniste de la satisfaction individuelle du plaisir, y compris, et peut-être surtout, par la transgression enivrante des interdits socio-moraux. L'autre et son exigence de solidarité ne sont que déplaisir et donc à éviter, comme est à écarter l'ordre socio-moral. Les règles de vie deviennent des obstacles et sont ressenties comme des agressions. Les tribus pour le plaisir remplacent les associations en faveur du bien commun et de la solidarité.

Déculturnation

Une véritable industrie publicitaire et médiatique est née des technologies nouvelles sous la pression de l'internationalisation du capital. Cette industrie a fait couler des fleuves d'informations et a recouvert le monde avec une toile électronique. Ce système a pour outils la télévision et l'ordinateur et tous les dérivés. Il s'approprie la culture par sa marchandisation. Cet environnement se nourrit d'une dépendance qu'il fait naître, au détriment des investissements culturels affectifs et sociaux. La démultiplication exponentielle des récits, l'« *explosion of Choices* » médiatique empêche de saisir l'histoire dans son tout. À force de zapper entre des médiocrités, le consommateur finit par émousser sa curiosité intellectuelle et son intérêt pour des choses un peu plus approfondies.

Le poids des médias

Les médias constituent dans nos sociétés un pouvoir permanent, un quatrième pouvoir aux côtés de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. Il n'est pas intermittent comme le droit de suffrage. Ce pouvoir joue un rôle déterminant dans la formation de l'opinion publique et donc de la culture et de la volonté politiques. Les médias nous ont fait passer de la démocratie discontinue à la démocratie continue faisant naître une forte tendance auprès de la classe dirigeante à s'aligner sur l'opinion publique. A tout pouvoir doit correspondre un contre-pouvoir. Est-ce le cas ? Légitimité et objectivité de l'information devraient constituer la base déontologique de quiconque détient une parcelle du pouvoir d'informer. Toutes les opinions devraient être représentées et le nécessaire débat devrait toujours exister. Est-ce le cas ? Soumises à la massification et au taux de pénétration ou d'écoute, c'est-à-dire à la loi du marché et de la publicité, les médias ne pratiquent-ils pas, pour se vendre et vendre leur production, la politique du plus petit dénominateur commun, souvent le moins montrant culturel. C'est le cas ! Des interdépendances entre médias, politique et marché, ne se sont-elles pas concrétisées. C'est le cas !

Fatalisme et fin des idéologies

La part du fatalisme dans l'abstention n'est pas négligeable. Sans doute ne s'est-on jamais autant abandonné passivement à l'événement par soumission et/ou dans une douce indifférence. « De toute façon, on n'y peut rien ! ». La fin des grandes idéologies, qui ont été au cœur des passions et qui se traduit par la fin des grandes luttes politiques et des engagements qu'ils impliquent, porte également une grande part dans le désengagement. Certes, de nouvelles idéologies sont apparues. Pensons à la réactivation, comme en contrecoup des nationalismes que l'on annonçait comme des idéologies en voie de disparition. Il n'empêche que la classe politique ne peut plus se cacher derrière des idéologies et apparaît aujourd'hui à visage découvert. Les citoyens l'observent dans sa grandeur et sa petitesse et la dépouille de son aura. L'image qui leur est renvoyée compte désormais autant sinon plus que des projets politiques.

Déclassement social

Une peur sourde ronge de plus en plus les gens. Elle repose sur la conviction que personne n'est à l'abri, qu'une épée de Damoclès plane sur chacun et qu'à tout moment il risque de perdre son emploi, son salaire, ses privilèges, en un mot son statut. Près d'une personne sur deux se sent menacée. Cela touche en premier les classes inférieures, mais n'épargne pas les classes moyennes qui d'ailleurs vivent une régression financière, et frappe même les classes sociales les plus privilégiées. Cette peur renforce les réflexes de ségrégation sociale. Tous égaux, mais il y a qui le sont plus que d'autres.

Nouvelle pauvreté

Être pauvre cela signifie vivre dans un tunnel, vivre méprisé, vivre sans les acquis de l'éducation et de la culture, vivre en mauvaise santé et vivre la dépression, le tout ne contribuant pas à s'en sortir. Une société riche ne veut pas se permettre la pauvreté. Elle s'y oppose. Une bonne part du budget national est consacrée à la protection sociale. Les questions frustrantes sont : pourquoi, alors, rien ne s'améliore vraiment ? Pourquoi environ 15 % de la population nationale sont-ils considérés comme pauvres dans notre pays ? Pourquoi, pour prendre le chiffre le plus récent et le plus mauvais, 25% des d'enfants vivent aujourd'hui la pauvreté. Même si tant d'argent est dépensé, même si tant de personnes s'en sortent bien. La pauvreté a fortement changé. En moyenne, les personnes pauvres étaient autrefois âgées, issues d'une famille nombreuse et en zone rurale. Aujourd'hui, le profil est différent : les personnes pauvres sont de plus en plus souvent des femmes, jeunes, issues d'une famille monoparentale, vivant en zone urbaine et rencontrant des difficultés pour s'insérer sur le marché du travail. Une question brûlante : un pauvre d'aujourd'hui a-t-il plus de chance de quitter la pauvreté qu'hier ? Sans doute pas !

Le marché

Dans le triptyque -État - marché - société civile- du modèle dominant, la part du marché est prépondérante au détriment des deux autres. Le marché, c'est la rencontre de l'offre et de la demande, et la régulation qu'elle crée. Et ce n'est que cela. Cependant, lorsque la seule régulation est celle du marché, alors la raison devient celle de la croissance du chiffre d'affaires, la morale celle de l'augmentation du bénéfice et l'éthique celle de l'intérêt du grand capital et des multinationales. Ce faisant, la « main invisible » du marché passe outre les beaux principes de la modernité et réduit l'homme à l'état de consommateur, soumet le sujet à la publicité et assujettit l'individu au besoin du superflu. Cet « homme nouveau » est dominé par l'appât du gain et par sa libido consumériste ; le reste étant très secondaire et très accessoire. Pour arriver à ses fins, le marché impose une dépolitisation des citoyens, une

désocialisation de la personne, une dépréciation de la justice sociale et une déflation de la redistribution qui accélère l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres, qu'il s'agisse de personnes ou de collectivités.

La globalisation

Par certains aspects, la globalisation est une généralisation au niveau mondial du modèle occidental, en particulier de l'« *american way of life* ». Elle se caractérise par l'explosion des transactions financières, par le développement des réseaux de communication, par l'amplification de l'information, par l'extension du marché et par l'intensification des transactions commerciales. Mais la mondialisation à laquelle nous assistons est davantage celle du libéralisme que de la justice sociale, du capitalisme anglo-saxon que du capitalisme rhénan, du néolibéralisme que de l'économie sociale et durable de marché. Et les antimondialistes de stigmatiser « la marchandisation généralisée ; l'absorption du politique par l'économique ; la destruction de l'environnement par les industriels soucieux de leur seul profit ; la fin de l'éthique avec l'avènement de l'argent facile ; le gouffre entre le Nord et le Sud ; la mort de la culture par le triomphe du Tout-Hollywood.

Désenchantement et remise en question du politique et des politiques

Le désenchantement du monde est accompagné d'un désenchantement du politique et des politiques. La formation de la volonté politique ne laisse que peu de place à l'expression de la volonté des citoyens. La prise de décisions tient toujours insuffisamment compte de l'avis de ceux qui les subissent et n'engage que trop sommairement la responsabilité de ceux qui les prennent. L'opinion publique reste amplement fabriquée au-dehors du débat démocratique. La pression qu'elle exerce sur les pouvoirs altère leur séparation. La délibération politique et le partenariat social, le compromis et le contrat, le dialogue des cultures et la reconnaissance de la diversité culturelle et, ce faisant, la démocratie politique, sociale et culturelle, restent amplement absents de la culture politique.

a) Pouvoir et débat

Le peuple devrait être le véritable porteur de la politique, même s'il ne décide pas directement, un peuple participant, délibérant et permanent et pas uniquement votant, râlant et intermittent. C'est sur le débat que devraient reposer les décisions, débat qui devrait être pris en compte institutionnellement par les assemblées élues. La décision devrait résulter d'un mode discursif de la formation de la volonté générale, c'est-à-dire qu'elle devrait être le fruit d'une argumentation effectuée dans le but d'obtenir un consensus acceptable par tous au travers du dialogue. Cet « agir communicationnel » fondé sur une éthique de la discussion devrait pouvoir s'inscrire dans un espace public le plus étendu possible. Il implique que les instances décisionnelles s'ouvrent largement aux instances délibératives ou de formation de l'opinion. Si la question de l'élargissement de la démocratie reste posée, comme celle de la légitimation de l'indispensable autorité, c'est-à-dire du pouvoir, il est évident qu'elles ne se concrétiseront que par la participation active de tous à la formation de la volonté politique dans le cadre des institutions établies d'une démocratie représentative, en particulier au travers de l'organisation de la discussion la plus large possible dans l'espace public et de l'implication de la société civile.

b) Pouvoir et responsabilité

Les électeurs insatisfaits constatent une divergence entre leur revendication et l'efficacité des partis. Les politiques de leur côté se plaignent d'un déficit de compréhension et de participation des citoyens et d'une sollicitation ou exigence de plus en plus grande de leur part. Les insatisfaits ne sont pas uniquement les perdants de la société, mais aussi un nombre croissant de personnes socialement établies. Cela démontre une sorte de rejet de la chose politique, un « faites-le sans-moi ». Ce n'est pas la légitimité de la démocratie qui est remise

en question. C'est le manque d'efficacité et de flexibilité dans les processus de formation de la volonté et des décisions politiques qui posent problème et constituent une menace pour la démocratie.

À l'évidence, les conceptions traditionnelles du pouvoir et de la façon dont il s'applique doivent être révisées et complétées. Une modification de sa conception et un changement de paradigme en faveur de la responsabilité, ainsi que des structures adaptées, doivent donner de nouvelles chances à la démocratie. Il faut sortir du cercle vicieux de la frustration politique et remettre en question l'acquisition égoïste du pouvoir et la manipulation du citoyen et faire entrer la responsabilité dans le système politique en tant que fondement et élément structurant de la démocratie. La responsabilité n'est pas à comprendre comme étant celle d'une fonction d'élite, mais comme préalable de chaque agissement individuel et comme condition de l'activité politique.

Le cœur de la politique ne doit plus être la concurrence pour le pouvoir, mais la concurrence pour la meilleure solution aux problèmes, non plus l'élection, mais la responsabilité. L'acteur politique doit avoir la possibilité de renoncer à la satisfaction immédiate de ses désirs et soumettre ses souhaits à court terme aux objectifs à long terme.

Ce principe peut opérer si la responsabilité du politique est dissociée de sa personne et associée prioritairement à la chose, c'est-à-dire aux décisions. Les mesures gouvernementales et les décisions politiques peuvent alors être prises au travers de structures délibératives et participatives par des acteurs compétents et responsables. L'objectif premier des démocrates devrait être, non pas la prise et la conservation du pouvoir pour exister personnellement, mais la prise de responsabilité pour la protection des libertés individuelles et la gestion du bien commun.

c) Ethique

Les principes universels sociaux et moraux restent largement à généraliser. Les principes d'éthique doivent être appliqués à la vie en société et partant à la vie politique et démocratique. Faire de la politique c'est se confronter avec les conflits de l'homme, c'est-à-dire avec les tensions entre la raison et le sentiment, la passion et la discipline, les idées et la rationalité critique, l'intérêt et la morale, l'opinion et la responsabilité. Chacun doit agir de telle sorte que les principes qu'il met en œuvre pour gérer son rapport aux autres puissent aussi servir de règles pour tous. C'est un « impératif catégorique » (Emmanuel Kant). La liberté n'existe que communément. L'égalité ne prend de sens que dans l'égal accès au bien commun. La fraternité ne se réalise que dans l'établissement de solidarités. Sans éthique tout n'est que leurre ou exploitation. Et pour que les choses évoluent positivement, il faut former et informer.

L'Etat-nation, un modèle porteur d'entropie, d'emprise et de mise à distance

a) Centralisme

La France est un État central par excellence. Le centralisme français est avant tout. Le gouvernement, l'administration, la législation et la justice ont leur centre à Paris. C'est ici que les organes de l'État décident de ses missions et programmes et établissent les procédures de leur exécution et de leur contrôle à appliquer avec l'aide d'un personnel qualifié. Partout où des biens et des services publics sont fournis, qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire et de la politique d'infrastructure, de la sécurité et de la santé publiques, ou des écoles, des universités et de la recherche - les instances parisiennes sont omniprésentes. L'économie, elle aussi, malgré son orientation vers le marché, est soumise à l'interventionnisme de l'État central. Jadis, c'était au travers de plans pluriannuels. Aujourd'hui, il agit notamment par le biais de subventions publiques. Mais ce n'est pas tout. Paris reste le lieu des monuments et

des grands événements nationaux. En tant que métropole culturelle, elle s'élève au-dessus de la "province", aujourd'hui appelée « Territoires ». Bref, en dehors de Paris, point de salut ! En moins de 200 ans, la France connaîtra 16 Constitutions ou Régimes différents avec cependant deux constantes, la non-séparation effective horizontale et verticale des pouvoirs, la prééminence de l'État sur la société et la politique. Le consensus dont ce système a besoin naît largement de l'action des institutions et de la classe dominante. Le système joue, lui-même, un rôle dans la production d'attitudes et de comportements nécessaires à son maintien. Les éléments du consensus sont fabriqués, inculqués et consolidés par la pression qu'exercent, de haut en bas, les pratiques institutionnelles et dirigeantes. L'orientation est déterminée non par l'espace public, mais par les mécanismes structurels. Le système se consolide par l'atomisation des individus qui, privés de corps intermédiaires, ne peuvent qu'en appeler à lui dans la subordination et la quémande.

Tout en opérant des avancées considérables en matière de droits, de libertés et de progrès social, la France sera tour à tour, et tantôt simultanément, centraliste, hiérarchique, colbertiste, césariste, assimilationniste, nationaliste et moniste. Et jamais elle n'envisagera une véritable prise en compte du fait régional. Au contraire, elle la rendra impossible ; les collectivités territoriales ne constituant, pour le mieux, que des modalités d'organisation administrative, même si des ouvertures ont été obtenues dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration. Décentraliser et déconcentrer n'est pas régionaliser.

Les raisons en sont multiples et variées : préexistence de l'État à la nation, reconduction et aggravation du centralisme politique et de la concentration administrative de l'Ancien Régime et non établissement de corps intermédiaires par les régimes successifs. S'y ajoutent le triomphe de l'individualisme et de l'individuation, la crispation sur l'homogénéité du bien commun, la mythification de l'unicité de la volonté populaire, la complète confusion de l'État et de la nation, l'égalitarisme ou passion de la similitude, la réduction politique et culturelle de la France à Paris... Toute l'histoire du fait français, c'est l'histoire de l'omnipotence d'un Etat-nation qui se nourrit des réalités et des attentes qu'il s'emploie à faire naître.

Toutes ces données se sont fortement ancrées dans la conscience et la culture politique des Français à la faveur de la construction de l'identité nationale et d'une socialisation indifférenciée, notamment scolaire, faisant naître, certes, fierté nationale et sentiment patriotique, mais aussi acceptation et reproduction du modèle. Avec le temps, ces données se sont cristallisées en traditions et en habits. Au point que, malgré de nombreuses et récurrentes critiques, le système n'est pas, n'a jamais été, fondamentalement remis en question par les Français. S'ils se sont toujours tournés aussi facilement vers la solution centraliste, c'est que l'histoire et la centralisation elle-même les ont forgés ainsi, non sans développer des stratégies d'évitement et de surcompensation. Sans doute ignorent-ils, ou leur cache-t-on, que le centralisme a un coût très élevé, en comparaison des systèmes fortement décentralisés ou fédéralisés de nos voisins.

Pour les régions, tout en gagnant la participation à une grande culture, ces données se sont aussi traduites par une certaine entropie culturelle, par un certain étouffement des initiatives et des potentialités. La sous-estimation de la permanence du besoin de solidarité et d'appartenance de proximité a également contribué à l'affaiblissement du lien social.

La France a perdu de vue ou n'a jamais su que la légitimation de l'État et son efficacité pouvaient aussi résulter du partage du pouvoir, de son rapprochement avec ceux qui le subissent et de la participation que ce partage génère.

b) Le présidentielisme

Tout a été dit sur le monarchisme républicain, sur ces avantages, mais aussi et surtout sur ces inconvénients. En 2021, nous pouvons reprendre des propos tenus par Jean-François Revel en 1992 sans enlever une virgule. Il évoquait alors un « paradoxal mariage » alliant « l'abus de pouvoir et l'impotence à gouverner, l'arbitraire et l'indécision, l'omnipotence et

l'impotence..., l'État républicain et le favoritisme monarchique, l'universalité des attributions et la pauvreté des résultats, la durée et l'inefficacité, l'échec et l'arrogance, l'impopularité et le contentement de soi ». Le présidentielisme français présente tous les travers du centralisme. Il les accentue. De plus, il infantilise autant les citoyens que les collectivités et in fine le faire comprendre que de toute façon tout procède de son autorité suprême et qu'au fond, ils n'ont pas trop à se prendre en main.

c) Instabilité des structures et coût du mode de gouvernance

De gouvernement en gouvernement, chacun y va de sa réforme, mais jamais les choses ne sont faites en profondeur par crainte toujours que le centre n'y laisse des plumes. La défiance toujours est à l'œuvre. Et c'est toujours un donnant-prenant.

La France, qui s'est construite comme un empire par agglomération successive, autour du centre historique parisien, de provinces dont le liant a été l'administration, a le centralisme dans son ADN, cela explique qu'elle soit encore aujourd'hui un pays plus administré que gouverné, car gouverner c'est partager le pouvoir. Le régalien, c'est-à-dire le domaine propre à l'État, est en France très vaste, sinon général (Défense, Politique étrangère, Monnaie, Justice, Éducation, Police, Santé, le social, la fiscalité, l'énergie, l'économie...).

En contrepartie les régions françaises ne sont au fond que des chargées de mission de l'État qui leur confie des tâches à exécuter pour son compte et avec l'argent qu'il leur confie pour cela, des chargées de redistribution donc. Ce mode de gouvernance nous coûte très cher en pertes de créativité et en pertes financières, et contribue amplement au fait que la France a le niveau de dépenses publiques par rapport au PIB le plus élevé du monde, sans pour autant que cela se traduise par un niveau de bien-être collectif inégalé. Il y a donc grande nécessité à réformer, sauf à vouloir, coûte que coûte, faire perdurer un système né de la centralisation monarchique et du raidissement révolutionnaire, et à persister à faire l'autruche ou dans le fatalisme.

On parle beaucoup du millefeuille français. En fait, il y a en France deux séries de millefeuilles, celui des collectivités et celui de l'État et de son administration avec deux séries de fonctionnaires. Un total embrouillamini qui génère un gâchis d'énergie et de moyens financiers. À cela s'ajoute un parisianisme prégnant. Chaque année, le ministère de la Culture dépense 139 euros par Francilien contre... 15 pour l'habitant d'une autre région, un rapport de 1 à 9 au profit de l'Île-de-France ! Ce parisianisme est non seulement structurel, il prétend donner le ton. PK